



DÉCLARATION POLITIQUE

GALEUSCAT, L'ALLIANCE POLITIQUE EN FAVEUR D'UN ÉTAT PLURINATIONAL

Madrid, le 25 janvier 2006



1.- Antécédents historiques.

L'Alliance entre les forces nationalistes basque, galicienne et catalane vient de loin : notre projet commun a parcouru un long chemin vers la définition d'une stratégie partagée et d'une unité d'action pour obtenir la reconnaissance juridique et politique de nos réalités nationales.

Le début du XVIII^e siècle est marqué par l'instauration d'un modèle d'État espagnol basé sur le centralisme et l'uniformisme. Il se consolide au XIX^e siècle et s'accompagne d'une détérioration profonde des réalités pluriculturelles, plurilingues et plurinationales.

Devant le quasi-refus de nos réalités nationales, le sentiment d'identité se construit progressivement en Euskadi¹, en Galiza² et en Catalunya³. Ce dernier se traduit par la création d'associations et d'organisations culturelles importantes, de mouvements citoyens en faveur de la langue et de la culture nationale, de formations politiques, de syndicats, etc. ayant pour vocation de bâtir une nation.

Dans ce contexte, les forces nationalistes de Galiza, d'Euskadi et de Catalunya commencent à travailler ensemble à la recherche d'une stratégie concertée :

- ✓ Le 11 septembre 1923, Díada Nacional de Catalunya⁴ : signature à Barcelone du **Pacte de la Triple Alliance** soutenu par Francesc Maciá, Nicolau d'Olwer, Ventura Gassol et Antoni Rovira i Virgili pour Catalunya ; Manu Egileor, Eli Gallastegi, Uribeetxebarria et Manu Robles Aranguiz pour Euskadi et Alfredo Somoza et Franciso Zamora pour Galiza.
- ✓ Dix ans plus tard, le **Pacte de Compostelle** est signé au sein du Pazo de Fonseca en Galiza, et se traduit par la naissance du mouvement **Galeuzca (Galiza, Euskadi et Catalunya)** avec la participation, entre autres grands nationalistes, de Batista i Roca, Nicolau d'Olwer, Castelao, Suarez Picallo, Alonso Rios, Irujo et Rezola.
- ✓ L'Alliance Galeuzca fut tronquée par le soulèvement militaire de 1936. La guerre, la défaite et la dictature interminable ne vinrent pas à bout de l'engagement de la génération des personnes engagées pour la démocratie et les libertés. Même pendant les années difficiles de l'exil, le lehendakari⁵ Agirre, Castelao et Pi i Sunyer travaillèrent pour maintenir vivant l'accord et, surtout, la mémoire des réalités nationales de Galiza, d'Euskadi et de Catalunya.

Pour toutes ces raisons, un sentiment de fraternité et de solidarité entre les sociétés galicienne, basque et catalane a perduré et existe encore aujourd'hui. À cela

¹ Terme basque pour désigner « le Pays basque »

² Terme galicien pour désigner « la Galice »

³ Terme catalan pour désigner « la Catalogne »

⁴ Du catalan « Fête Nationale de la Catalogne »

⁵ Terme basque pour désigner « le Président du gouvernement basque »



s'ajoute une certaine complicité sociale et politique qui s'est maintenue, même pendant les années les plus sombres du franquisme, mettant en évidence que la ténacité démocratique et les aspirations des peuples sont supérieures en termes de force au refus des droits individuels et collectifs et à l'agression injuste contre les libertés et la culture.

En juillet 1998, la **Déclaration de Barcelone** est signée par le Bloque Nacionalista Galego (BNG), Convergència Democrática de Catalunya, Unió Democrática de Catalunya et Euzko Alderdi Jeltzalea-Parti Nationaliste Basque, en reprenant et en renouvelant ainsi l'ancien objectif permanent de travailler, à travers l'action coordonnée, pour obtenir la reconnaissance juridique et politique de nos réalités nationales.

La **Déclaration de Barcelone** marque une nouvelle étape, une nouvelle **opportunité pour le travail coordonné, dans un cadre bien différent de celui connu par l'ancienne Galeuzca, un cadre marqué par une Europe en processus d'organisation économique-politique et qui avance, à moyen terme, vers une nouvelle redistribution du pouvoir politique.**

Aujourd'hui, près de huit ans après, nous continuons à revendiquer sa vigueur et c'est pourquoi :

- Nous lançons un appel à la société espagnole pour dialoguer sur une nouvelle culture politique et pour promouvoir une prise de conscience collective de sa plurinationalité.
- Nous offrons à l'Europe et au monde entier nos propositions pour la défense de la diversité, forts de la conviction que la coexistence positive et créative est possible.
- Par ailleurs, nous nous engageons pour la collaboration entre les secteurs les plus dynamiques de la citoyenneté dans les domaines intellectuel, culturel, éducatif, professionnel et économique, afin de dialoguer sur nos propositions et de les diffuser.

Nous assumons ces engagements au nom du respect nécessaire de la spécificité de nos nations respectives et au nom du respect des décisions stratégiques que chaque parti adoptera, en fonction de son diagnostic, de son analyse et de son idéologie politique.

2. Le défi politique de GALEUSCAT : temps de carrefour, temps d'opportunité.



La pleine reconnaissance des faits nationaux en Euskadi, en Catalunya et en Galiza exige tisser un réseau complexe d'accords politiques et de respect démocratique scrupuleux des décisions citoyennes.

En ce temps de carrefour, l'État espagnol représente pour les formations politiques de GALEUSCAT une menace et une opportunité :

- D'une part, l'État espagnol est l'institution qui nous refuse comme nations, qui ignore nos droits nationaux. C'est un État qui ne croit pas en la diversité et n'accepte pas, dans la pratique, le pluralisme –la plurinationalité– même s'il le déclare de manière rhétorique et essaie de l'interpréter suivant sa perspective politique exclusive.
 - L'État est, dans le même temps, l'espace politique prioritaire de notre action concertée.

La stratégie que suivent les forces politiques majoritaires de l'État concernant nos droits nationaux est bien organisée. En voici quelques exemples :

1. Le pari pour l'homogénéisation artificielle du système autonome qui essaie de dissimuler et de diluer nos institutions et nos réalités nationales.
2. La présentation de nos exigences démocratiques comme des extravagances ou des privilèges avec les retards conséquents et/ou blocages statutaires, créant en même temps l'image d'« insatiabilité » du nationalisme.
3. Un discours de délégitimation sociale du nationalisme dans l'ensemble du territoire espagnol (violence en Euskadi, pression économique catalane, propagation de la fausse idée que le processus de Galiza n'est pas viable sans la solidarité présumée que l'État exerce, etc.) ;
4. Le refus de la participation directe de nos institutions nationales dans l'UE et dans les forums internationaux en général, ce qui porte atteinte directement au développement des projets nationaux en Euskadi, en Catalunya et en Galiza.

Devant cette situation, notre décision de renforcer et de consolider définitivement l'action politique conjointe de GALEUSCAT entraîne les engagements et travaux suivants :

1. Encourager les relations avec d'autres forces politiques qui considèrent la reconnaissance de la plurinationalité comme une valeur démocratique et les nations comme des réalités vivantes qui doivent être reconnues comme telles par les états.
2. Travailler sur l'analyse, l'adéquation permanente et l'action conjointe dans les programmes qui appuient les politiques les plus cohérentes avec la plurinationalité des États.



3. Diffuser nos approches politiques à l'ensemble de la société et prendre l'initiative, de façon conjointe et proactive, pour dépasser les attitudes politiques hostiles.
4. Approfondir les relations avec la société civile organisée comme forme de communication, d'interconnaissance et de collaboration et encourager également les relations entre elles.
5. Progresser dans la coordination politique au Congrès des Députés et au Sénat ainsi que dans l'impulsion conjointe de la réforme du tissu institutionnel de l'État.

L'alliance GALEUSCAT entre les partis BNG, CiU et EAJ-PNV constitue la seule alternative politique à l'idée d'État-Nation. Ensemble, nous constituons la troisième force politique de l'État. Forts de cette conviction, nous nous engageons à agir à partir de la réflexion sincère et loyale sur les priorités et l'efficacité de notre action et à renforcer notre présence non seulement dans la vie sociale et politique de Galiza, d'Euskadi et de Catalunya, mais aussi dans la politique nationale et européenne.

L'histoire de l'Espagne nous montre que les progrès dans la reconnaissance de la diversité des nations qui la composent et la plus grande qualité de la démocratie ont toujours été des processus parallèles.

Forts de cette conviction, nous, les forces nationalistes majoritaires de Galiza, d'Euskadi et de Catalunya, nous offrons notre contribution pour démontrer qu'un autre modèle d'État est possible et que la proposition politique de GALEUSCAT signifie progresser dans la coexistence entre les différents peuples qui forment l'Espagne, dans l'approfondissement de la démocratie et dans la modernisation des structures de l'État.

Les nouveaux cadres et les nouveaux défis que nous devons affronter dans nos pays montrent que notre objectif de construire un véritable **État plurinational** est plus d'actualité, a plus de sens que jamais et justifie les réformes statutaires respectives déjà entamées.

Dans ce contexte, 2006 doit être une année décisive pour consolider davantage encore notre engagement commun de concevoir et de promouvoir un modèle d'État plurinational en Espagne, une troisième voie entre le modèle centraliste du PP et le modèle néo-autonomiste du PSOE.

C'est un travail difficile mais beau que nous abordons sans complexes. Nous sommes une alliance politique dont la vocation et la décision sont tournées vers le



futur. Nous sommes convaincus que nous allons avancer dans nos objectifs, en déployant les trois domaines indispensables pour cela :

- ✓ la consolidation de l'action conjointe CiU, BNG et EAJ-PNV.
- ✓ le dialogue, le débat et l'accord avec toutes les autres forces politiques, au-delà des intérêts partisans légitimes.
- ✓ la mise en place du Programme d'Action GALEUSCAT 2006

Nous le devons aux personnes qui, à des époques plus difficiles que la nôtre, ont été capables de créer et de soutenir GALEUSCAT. Nous le devons en définitive aux citoyens de Galiza, d'Euskadi et de Catalunya.

Madrid, le 25 janvier 2006